EDITORIAL

Lorsque cet éditorial paraîtra, je ne serai plus président de l'ADIREM, après presque trois ans de mandat, durée de vie légèrement supérieure à la moyenne pour une telle fonction. En soi-même, cet événement ne mérite pas d'être l'objet d'un éditorial, mais il est pour moi le prétexte de faire un certain nombre de réflexions sur l'évolution des IREM.

1. Quelle existence pour les IREM ?

1.1. La question originelle.

Lorsque j'ai été élu président de l'ADIREM, une de mes premières questions à mon prédécesseur a été de savoir si cette institution n'était pas vouée à une fin proche. Il m'a partiellement rassuré en m'avouant que cela avait été le souci de chaque président de l'ADIREM. Pourquoi existait-il et existe-t-il encore chez un certain nombre de personnes qui ont participé de près à la création et au fonctionnement de ces instituts, le sentiment que leur existence est fragile ?

Quand on analyse le dispositif des IREM, on constate qu'il existe de manière naturelle des points faibles et des points forts.

1.2. Points faibles.

Ces points faibles sont à la fois d'ordres structurel et intellectuel.

Les mathématiques ne sont qu'une discipline parmi d'autres.

D'abord un tel dispositif n'existe que pour les mathématiques. Et cette discipline n'est qu'une parmi beaucoup d'autres. L'histoire et le contexte socio-culturel ont permis la création de ces instituts, mais pourquoi, par exemple, n'y a-t-il pas eu création d'instituts de recherche sur l'enseignement des

sciences physiques en particulier au moment de l'introduction de cette discipline au collège ?

La création des IUFM va amener, il faut l'espérer, à repenser l'organisation et la place des recherches sur l'enseignement, ceci à moyen terme. Mais de manière beaucoup plus proche, la nécessité de penser la formation de manière globale et ancrée sur l'établissement, plus qu'elle ne l'est actuellement, va aussi avoir des effets sur le fonctionnement des IREM.

Structures transversales.

Il peut apparaître contradictoire d'écrire que la transversalité est un point faible. Le projet des IREM n'est pas le projet d'une structure du ministère de l'Education nationale, mais de plusieurs directions et, quelquefois, de deux ministères (Education Nationale et Enseignement Supérieur). La transversalité est à la fois essentielle et fragile.

Un domaine d'intervention controversé.

Un certain nombre de nos collègues mathématiciens ne sont pas convaincus de la pertinence des thèmes sur lesquels nous travaillons. Nous touchons ici le domaine des changements de mentalité. Nous allons certainement dans le sens que nous jugeons "bon". Mais cela ne peut se faire que lentement.

1.3. Points forts.

Les IREM, lieux de décloisonnement.

Le protocole d'accord sur la formation continue des personnels de l'Education nationale, signé en mai 1990 par le Ministre d'Etat, Ministre de l'Education Nationale de la Jeunesse et des Sports, le Secrétaire d'Etat à la formation profession-

EDITORIAL

nelle et quatre organisations syndicales, insiste sur le décloisonnement nécessaire des structures de formations. Les IREM, de manière modeste mais efficace, participent au décloisonnement entre enseignement supérieur et enseignement secondaire. Ce qui est moins simple qu'il ne paraît.

Une structure en réseau.

Le fonctionnement en réseau des IREM, grâce au rôle joué par l'ADIREM et les différentes commissions inter-IREM, est l'une des caractéristiques marquantes de ce système et permet une activité véritablement décentralisée. Ce mode de fonctionnement est à rendre compatible avec la déconcentration au sein de l'éducation nationale, qui consiste à laisser une plus grande initiative aux académies.

2. L'évolution du paysage de la formation.

2.1. La création des IUFM.

La création des IUFM va modifier profondément les structures et les modalités de formation initiale et continue des personnels de l'Éducation nationale. Les IREM sont de petites structures par rapport aux IUFM. Mais leur expérience dans les domaines de la formation des formateurs, de la formation par la recherche, de la recherche, devra être mise à profit par le biais des conventions qui régiront les relations entre universités et IUFM.

2.2. La contractualisation des activités universitaires.

La contractualisation des universités, qui n'a pas encore atteint son régime de croisière, est là encore un phénomène de décentralisation qu'il faudra prendre en compte dans le fonctionnement des IREM. Elle nécessitera en particulier une reconnaissance de ces instituts au sein des universités.

3. Quelle recherche ?

Les IREM ont pour mission de mener des recherches sur l'enseignement des mathématiques. Quelles sont les finalités de cette recherche ? Quelles sont leurs places dans le dispositif universitaire français ? Quels sont les moyens qui lui permettent de fonctionner ?

3.1. L'ambivalence de sa finalité.

Les recherches menées dans les IREM ont une double finalité : produire à la fois des connaissances et de l'action. Cette ambivalence dans les finalités a pour effet une dualité de la validation : on lui demande à la fois d'être de type universitaire et aussi de prouver sa pertinence par les résultats des actions qu'elle induit sur le système éducatif. Avec la difficulté supplémentaire, que l'ingénieur ne connaît pas, due au fait qu'il est extrêmement difficile d'évaluer les résultats de telles actions.

3.2. Sa place.

Toutes les recherches menées dans les IREM ne se prêtent pas systématiquement à une validation de type universitaire. Mais d'un autre côté, on ne peut pas appeler recherche n'importe quel type de travail qui se mène dans un IREM. "La balle est dans notre camp". A nous de donner les garanties scientifiques suffisantes sur les travaux des IREM à nos différents partenaires.

3.3. Quels moyens ?

Nous avons aussi à constamment dire que la qualité des formations et des travaux menés dans les IREM s'appuie en particulier sur la possibilité de mener cette activité de recherche. Et que celle-ci nécessite du temps et des moyens.

Vous connaissez tous ce célèbre tableau de MAGRITTE représentant une pipe et intitulé "Ceci n'est pas une pipe". Le texte que vous venez de lire est tout sauf un testament !

Marc FORT